



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de la
Corrèze**

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et
Environnement
Cité administrative Jean Montalat
BP.314
19011 Tulle

Tulle, le 06/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEM de la Valeynie

LA VALEYNIE
19210 Lubersac

Références : DDETSPP19202402969
Code AIOT : 0006000297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SEM de la Valeynie implanté LA VALEYNIE 19210 Lubersac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite spécifique aux installations de production de froid, s'effectue suite à l'inspection dans le cadre du plan de programmation de contrôle 2024 effectuée le 9 octobre 2024. À l'occasion de celle-ci il a été rapporté à l'inspection des installations classées plusieurs fuites de fluides frigorigènes sur site et des défauts de production de froid. Des éléments ont été demandés à l'exploitant qui ont permis de mettre en exergue certaines non-conformités qui ont provoqué cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEM de la Valeynie
- LA VALEYNIE 19210 Lubersac
- Code AIOT : 0006000297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SEM de la Valeynie exploite un abattoir d'animaux de boucherie soumis au régime de l'autorisation. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2008 prescrit un tonnage maximum annuel de 10000 tonnes. Pour le fonctionnement des activités d'abattage, des activités connexes sont nécessaires, dont celle de production de froid.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Fluides frigo
- Déchets
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
2	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 2 > I.	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3 > V.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande d'action corrective	7 jours
6	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 3.1.	Demande d'action corrective	7 jours
10	Prévention des accidents et des pollutions, y compris par les eaux...	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 1.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite met en exergue un nombre important de non-conformités liées à la gestion et à la production de froid sur le site, pouvant mettre à défaut l'activité d'abattage et le process de gestion des produits, co-produits et sous produits.

Certains éléments sont jugés substantiels par l'inspection des installations classées et nécessitent de la part de l'exploitant une remise en conformité immédiate ou à minima la production d'éléments justificatifs permettant de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 1185 et arrêtés ministériels associés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatic...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 :-soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ;-soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté. Les contrôles d'étanchéité périodiques réalisés par une méthode de mesure directe sont réalisés sur les parties décrites à l'article 4 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé. Lors des contrôles d'étanchéité périodiques réalisés par une méthode de mesure indirecte, l'opérateur effectue un contrôle visuel et manuel de l'équipement et analyse l'un ou plusieurs des paramètres suivants :a) La pression ;b) La température ;c) Le courant du compresseur ;d) Les niveaux de liquides ;e) Le volume de la quantité rechargée. Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser, conformément à l'article 3 (CE) 1516/2007, par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité, la vérification des fiches d'intervention de l'équipement prévues à l'article R. 543-82 du code de l'environnement.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Centrale n°1</p> <p>Le jour de la visite, le contrôle d'étanchéité n'a pu être attesté par l'exploitant, ni par la production de fiche d'intervention du prestataire, ni par la vérification de la vignette d'étanchéité apposée sur les équipements.</p> <p>La dernière fiche d'intervention présentée par l'exploitant mentionne un contrôle d'étanchéité "non" périodique effectué sur la centrale n°1 équipée en R404A en date du 27 janvier 2024 par un contrôle direct avec un détecteur manuel de fuite D-TECK, ce rapport mentionne la détection de fuite sur l'évaporateur gros bovin n°3. La fuite a fait l'objet d'une réparation le jour même, mentionnée sur la fiche le même jour.</p> <p>La vignette apposée sur l'équipement mentionne certes le numéro d'attestation de capacité de l'opérateur mais également la date limite de validité du contrôle. La vignette mentionne comme date limite 04/2024.</p>

Centrale n°2

Le jour de la visite, le contrôle d'étanchéité n'a pu être attesté par l'exploitant, ni par la production de fiche d'intervention du prestataire, ni par la vérification de la vignette d'étanchéité apposée sur les équipements.

La dernière fiche d'intervention présentée par l'exploitant mentionne un contrôle d'étanchéité périodique effectué sur la centrale n°2 équipée en R449A en date du 12 janvier 2024 par un contrôle direct avec un détecteur manuel de fuite D-TECK3.

La vignette apposée sur l'équipement mentionne certes le numéro d'attestation de capacité de l'opérateur mais également la date limite de validité du contrôle. La vignette mentionne comme date limite 04/2024.

À ce titre les documents et le marquage associé permettent d'apprécier que le contrôle d'étanchéité des deux centrales n'a pas été réalisé aux périodes prévues à l'article 4 de l'arrêté du 29 février 2016.

Cette absence de contrôle d'étanchéité est une non-conformité majeure qui doit faire l'objet d'une régularisation dans des délais très courts. Une mesure d'urgence peut être prise, pour effectuer sans délai le contrôle d'étanchéité ou à défaut l'arrêt de l'activité dans l'attente de ce contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 2 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

- Les méthodes de mesures directes pouvant être utilisées pour la recherche de fuites sont les suivantes :- déplacement d'un détecteur mesureur ou d'un détecteur électronique en tout point de l'équipement présentant un risque de fuite. Le détecteur est adapté au fluide frigorigène contenu dans l'équipement à contrôler ;- application d'un produit moussant ou d'eau savonneuse à condition que l'ensemble des éléments de l'équipement soit accessible ;- introduction d'un fluide fluorescent dans le circuit pour repérage à la lampe UV. Si la configuration de l'équipement ne permet pas d'avoir accès à l'ensemble des points pouvant présenter un risque de fuite, une méthode permettant d'obtenir une efficacité équivalente sur la détection de défaillance du confinement est mise en place. A titre d'illustration, la mise en œuvre des méthodes prévues dans la norme NF EN 378-2 (version de 2017) répond aux exigences du présent paragraphe. Le seuil de détection des détecteurs mentionnés au deuxième alinéa du présent article est inférieur ou égal à cinq grammes par an à la pression de service. Ce seuil de détection est vérifié au moins une fois tous les douze mois en suivant un protocole représentatif de l'ensemble des situations de détection raisonnablement prévisibles sur les sites d'utilisation y compris les cas de présence de gaz interférents, en utilisation statique et en utilisation dynamique. A titre d'illustration, la mise en œuvre du protocole prévu au chapitre 11 de la norme NF EN 14624 (version de 2012) répond aux exigences du présent paragraphe.

Constats :

Le site est dépourvu de système direct de détection de fuite, on peut considérer comme système de détection indirect de fuite les niveaux de volume compris dans les bonbonnes de stockage. Néanmoins au regard des charges effectuées, ces niveaux sont au plus bas en permanence et ne

permettent pas d'apprécier une éventuelle fuite à ce stade.

Les fuites peuvent cependant être détectées à l'occasion des recharges faites par le prestataire. Mais ces données ne sont aucunement exploitées ni par le prestataire ni par l'exploitant.

Une surveillance informatique des groupes compresseurs est en place, mais la remontée des données techniques n'est semble-t-il pas exploitée. Absence de télétransmission d'alerte de défaut de fonctionnement.

L'exploitant doit sous 1 mois obtenir une analyse de son prestataire quant à la mise en place d'un détecteur de fuite pour les 2 centrales, et être en capacité de connaître les interlocuteurs destinataires des alertes et les conduites à tenir.

Tous ces éléments devront être rassemblés au sein d'un dossier qui devra être tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatic...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :-50 grammes par heure ;10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

Constats :

Conformément à l'article 5 du règlement CE n°517/2014 du 16 avril 2014, repris dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016, les équipements doivent être munis d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

Le jour de la visite les moyens disponibles ne permettent pas de répondre à cette prescription, notamment par l'absence d'éléments justificatifs de contrôle ou par l'absence d'interlocuteur ou de responsable dédié à l'entretien et à l'intervention en cas de fuite.

L'exploitant doit apporter les éléments justificatifs du respect de la prescription ou à minima un calendrier permettant la mise en conformité et les mesures mises en place dans l'attente de la réalisation de la mise en conformité de la mesure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatic...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3 > V.

Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes : dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ; dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Constats :

Les présomptions de fuites ne sont relevées que par le prestataire en charge de l'entretien des équipements, de ce fait la recherche de fuite se fait dans le même temps qu'un contrôle et par mesure directe.

Néanmoins conformément à la non-conformité précédente les justificatifs présentés et vus ne permettent pas d'apprécier la date et le résultat du dernier contrôle d'étanchéité.

L'exploitant doit obtenir de son prestataire les justificatifs de réalisation des contrôles d'étanchéité pour l'ensemble des périodes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant : CATÉGORIE DE FLUIDE CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 PÉRIODE DES CONTRÔLES si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé HCFC 2 kg ≤ charge < 30 kg 12 mois 30 kg ≤ charge < 300 kg 6 mois 300 kg ≤ charge 3 mois HFC, PFC 5 t. éq. CO₂ ≤ charge < 50 t. éq. CO₂ 12 mois 50 t. éq. CO₂ ≤ charge < 500 t. éq. CO₂ 6 mois 500 t. éq. CO₂ ≤ charge Équipement mobile 3 mois 6 mois Équipement fixe 6 mois Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3 3 mois

Constats :

Les justificatifs présentés le jour de la visite et visualisés sur les équipements, ne permettent pas de garantir la périodicité des contrôles conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 février 2016.

L'exploitant doit soit mettre en place sans délai les contrôles périodiques prévus, soit obtenir de son prestataire les justificatifs de la réalisation de ceux-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er consigne sur la fiche

d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les résultats du contrôle d'étanchéité. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) l'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er du présent arrêté consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les réparations effectuées ou à effectuer. Cette fiche indique en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée. L'opérateur appose un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation.

Constats :

Les fiches d'intervention sont remplies par l'opérateur et mentionnent les éléments nécessaires notamment en cas de découverte de fuite, la localisation et la réalisation de la réparation.

Il est cependant constaté le jour de la visite une non-conformité sur l'apposition du marquage amovible sur les équipements.

L'exploitant doit en lien avec son prestataire présenter les éléments justificatifs de l'étanchéité de ses équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatic...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Constats :

Les équipements sont pourvus d'une vignette bleue justifiant du contrôle d'étanchéité. Néanmoins la date apposée sur les vignettes correspond au 04/2024, or aucun nouvel contrôle n'a pu être justifié depuis cette date, et l'exploitant nous informe qu'une recharge a été effectuée dans le mois précédent la visite ICPE du 19 novembre 2024.

L'absence de justificatif d'étanchéité interdit de ce fait tout complément de charge en fluide.

L'exploitant doit transmettre le justificatif du contrôle d'étanchéité permettant de justifier du respect de la prescription et mettre en place le marquage adapté en conséquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : <i>- présence du schéma général de tuyauteries et d'instrumentation de l'installation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</i>
Constats : L'exploitant nous a présenté le jour de la visite, un plan reprenant l'ensemble des équipements et installation ainsi que les tuyauteries. Il doit par ailleurs nous le transmettre par voie dématérialisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées. Objet du contrôle pour les installations soumises aux contrôles périodiques (installations soumises à « la rubrique 1185-2a ») : - Présence d'un dispositif limitant l'accès aux installations ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées.</i>
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant nous informe que les accès aux locaux de compression restent ouverts pour faciliter les déplacements des agents techniques. Pour autant l'accès à ces locaux ne doit être possible qu'à des personnes autorisées. L'exploitant doit s'assurer de la présence et de l'opérabilité d'un dispositif limitant l'accès aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 10 : Prévention des accidents et des pollutions, y compris par les eaux...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident ou accident
Prescription contrôlée : <i>Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise ...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.</i>

Constats :

A l'occasion de la visite du 9 octobre 2024, liée à celle du présent rapport, aucune déclaration d'incident ou de registre n'a été présentée à l'inspecteur.

Les fuites récurrentes constatées sur les 5 dernières années auraient dû être portées à la connaissance de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement afin de mettre en place au plus tôt des mesures permettant de gérer celles-ci.

L'exploitant doit dès réception du rapport mettre en place un registre permettant de consigner l'ensemble des incidents susceptibles d'avoir des impacts sur son site ou sur l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective